



REPUBLIQUE DU NIGER  
COUR D'APPEL DE NIAMEY  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY



COMPTE RENDU D'AUDIENCE DE CONCILIATION ET CONTENTIEUSE DU 06 JANVIER 2026

Président : Yahaya Falké Habibou  
Juges Consulaires : Iba Ahmed et sahabi Yagi  
Greffier : Mme Rahila Souleymane

N° RG DEMANDEUR(S) DEFENDEUR(S)

RÉSULTATS

CONCILIATION

AFFAIRES

Le Tribunal

Constate l'échec de la tentative de conciliation ;  
Constate que le dossier n'est en état d'être jugé

Renvoie devant le juge Almou Gondah pour la mise en état

Le Tribunal

Radie le dossier le dossier du rôle pour non comparution du demandeur

Le Tribunal

Constate l'échec de la tentative de conciliation ;  
Constate que le dossier n'est en état d'être jugé

Renvoie devant le juge Almou Gondah pour la mise en état

Constate l'échec de la tentative de conciliation ;

Constate que le dossier n'est en état d'être jugé

Renvoie devant le juge Illa Moumouni pour la mise en état

03 534/25 BOUBACAR HAROUNA SOCIETE SUNTOTAL NIGER S. A

04 535/25 FAWASS SARL

MESSIEURS SABIOU ADAMOU,  
MOURIATADUSMANE,  
ABOUBACAR MAHAMAN, NAZIR  
IBRAHIM

01 547/25 MONSIEUR ANAWAR BET ONLINE NIGER SARL  
ABDOULAYE

02 525/25 ABDOL MOUMOUNI SNAR LEYMA IARDT  
AMADOU





REPUBLIQUE DU NIGER  
COUR D'APPEL DE NIAMEY  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY



Le Tribunal  
Constata l'échec de la tentative de conciliation ;  
Constata que le dossier n'est en état d'être jugé  
Renvoie devant le juge Illa Moumouni pour la mise en état

CONTENTIEUX (AFFAIRES DU JOUR)

05	541/25	MR NADJIM BILAL	ORABANK NIGER ET SOCIETE ABDOURAMANE		
1	512/25	SOCIETE ZAMANI TELECOM NIGER SA	LA SOCIETE CERAGON NETWORKS SENEGAL SUARL	Renvoie au 14 Janvier 2026 pour le défendeur.	
2	384/25	MONSIEUR HAMADOU MASSAOUDOU	ZAMANI TELECOM	Le Tribunal Statuant publiquement Contradictoirement en matière commerciale : - Révoque l'ordonnance de clôture et de renvoi devant le tribunal en date du 23/12/2025 dans l'affaire Mamadou Massasoudou c/ Zamani Telecom Niger S.A ; - Ordonne la continuation de l'instruction devant le juge Illa Moumouni	Renvoie au 14 Janvier 2026 pour les parties
3	439/25	DAME ABDOULAYE BA RHAISSA	ABOUBACAR SEYDOU		
4	380/25	SOCIETE VALEUR IMMOBILIERE GROUPE	ORABANK NIGER	Renvoie au 13 Janvier 2026 pour le défendeur	
5	370/25	MONSIEUR BOUKARI BARMO ABDOUL AZIZ	MONSIEUR HABIBOU		Délibéré au 20/01/2025





REPUBLIQUE DU NIGER  
COUR D'APPEL DE NIAMEY  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY



440/25 SOCIETE AL IZZA  
TRANSFERT INTERNATIONAL  
L'ORGANISATION NON  
GOUVERNEMENTALE CATHOLIC  
RELIEF SERVICE  
Délibéré au 20/01/2025

368/25 SOCIETE MAHMOUD  
BTP SARL  
BSIC SA  
Délibéré au 20/01/2025

505/25 GAA KOORY  
H ET L SUARL  
INTERNATIONAL  
SCHOOL SAS  
Délibéré au 20/01/2025

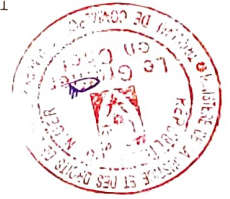
**AFFAIRES EN DELIBERE**

Statuant publiquement contradictoirement en matière commerciale en premier et dernier ressort ;

- Reçoit la Société GMM KOIRA MA HANSE en son action comme étant régulière en la forme ;
- Dit que la dénonciation du contrat opérée le 28 Novembre 2022 par la SOPAMIN est régulière ;
- Déboute la SOCIETE GMM KOIRA MA HANSE de toutes ses demandes comme étant mal fondées ;
- Condamne la société GMM KOIRA MA HANSE à verser à la SOPAMIN la somme d'un (1) million à titre de dommages et intérêts pour toutes causes de préjudices confondus ;
- Condamne la société GMM KOIRA MA HANSE aux dépens.

**Avis du droit de pourvoi : Un (01) mois devant la cour d'Etat à compter du jour de la signification de la décision par requête écrite et signée au greffe du tribunal de commerce de céans.**

**Décision.**





REPUBLIQUE DU NIGER  
COUR D'APPEL DE NIAMEY  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY



Le Tribunal,  
Statuant publiquement, contradictoirement, en matière Commerciale et en premier ressort :  
- Rejette l'exception de nullité de l'acte d'opposition ;  
- Déclare irrecevable la requête aux fins d'injonction de payer pour violation des dispositions de l'article 4 de l'AUPSRVE ;  
- Dit que l'ordonnance d'injonction de payer attaquée es non avenue ;  
Condamne la Commune Urbaine de Bouza aux dépens ;  
Avisé les parties de leur droit de faire appel du présent jugement dans le délai de huit (08) jours de son prononcé devant la chambre commerciale spécialisée de cour d'appel de Niamey par déclaration écrite ou verbale au greffe du tribunal cèans, ou par voie d'huissier.

Commune Urbaine de Bouza

2 299/25 Zamani Telecom

Le Tribunal,  
Statuant publiquement, contradictoirement, en matière Commerciale et en premier ressort :  
- Dit qu'il n'y a pas lieu à liquidation anticipée en ce que la demanderesse ne prouve pas que la mésentente alléguée empêche le fonctionnement de la société en violation des dispositions de l'article 200-5 de l'AUSCGIE ;  
- La débout par conséquent de toutes ses demandes comme mal fondées ;  
- La condamne aux dépens.  
Avisé les parties de leur droit de faire appel du présent jugement dans le délai de huit (08) jours de son prononcé devant la chambre commerciale spécialisée de cour d'appel de Niamey par déclaration écrite ou verbale au greffe du tribunal cèans, ou par voie d'huissier.

AFRICA Greentec Niger Sarl

3 004/25 Biba Neinou Dogo







REPUBLIQUE DU NIGER  
COUR D'APPEL DE NIAMEY  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY



Le Tribunal,  
Statuant publiquement, contrairement, en matière Commerciale et en  
premier ressort :  
- déclare l'opposante déchue de son droit d'opposition pour non  
signification de l'acte d'opposition à l'adversaire en violation des  
dispositions de l'article 11-1 de l'AUPSRVE ;  
- Dit que l'ordonnance d'injonction de payer attachée es non avenue ;  
- Condamne la Société Adifor Mines Sarl aux dépens.

Société Nouri Transport

Société Adifor  
Mines Sarl

4 458/25

Avise les parties de leur droit de faire appel du présent jugement dans le  
délai de huit (08) jours de son prononcé devant la chambre commerciale  
spécialisée de cour d'appel de Niamey par déclaration écrite ou verbale au  
greffe du tribunal cèans, ou par voie d'huissier.

Le Tribunal

Rabat le délébéré et R au 14/01/2026 pou production au dossier des copies  
de la requête aux fins d'injonction de payer de la SONIBANK et de  
l'ordonnance d'injonction de payer n° 140/P/TC/NV/2025.

Hadja Mariama Iro  
SARLU et Mariama

SONIBANK Niger

5 307/25

Arrêté le présent rôle à 18 dossiers  
Fait à Niamey, le 06 Janvier 2026  
Le Greffier en chef

